COALITION INTERNATIONALE SIDA
14 Rue Scandicci
Tour Essor
93508 PANTIN

Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels
Exercice clos au 31/12/2019
COALITION INTERNATIONALE SIDA
Siège social : 14 Rue Scandicci
Tour Essor
93508 PANTIN

Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels
Exercice clos au 31/12/2019

Aux membres de l'association,

I. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblé générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association COALITION INTERNATIONALE SIDA relatifs à l'exercice clos le 31/12/2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Ces comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration le 20 mai 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Association COALITION INTERNATIONALE SIDA à la fin de cet exercice.

II. Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d’exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l’audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d’audit dans le respect des règles d’indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2019 à la date d’émission de notre rapport, et notamment nous n’avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.
III. Observation


IV. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l’audit des comptes annuels de l’exercice :

- le point 5 du paragraphe « principes, règles et méthodes comptables » de l’annexe des comptes annuels, expose en page 3 les règles et méthodes comptables relatives au traitement des subventions d’exploitation et des fonds dédiés. Nous nous sommes attachés à vérifier la conformité des options prises en matière de comptabilisation des fonds dédiés et des produits constatés d’avance, ainsi que de la cohérence et de la pertinence des informations données en annexe sur ces points,

- dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre association, nous avons vérifié que les modalités retenues pour l’élaboration du compte d’emploi annuel des ressources décrites dans le point VI de l’annexe des comptes annuels (page 7 et suivantes), font l’objet d’une information appropriée, sont conformes aux dispositions du règlement CRC n° 2008-12 et ont été correctement appliquées.

Les appréciations ainsi portées s’inscrivent dans le contexte de l’audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n’exprimons pas d’opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

V. Vérifications du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres de l’association

Nous avons également procédé, conformément aux normes d’exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n’avons pas d’observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du trésorier et dans les autres documents adressés aux membres de l’association sur la situation financière et les comptes annuels.
S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêté des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes.

VI. **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

VII. **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détective d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
• il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l’audit afin de définir des procédures d’audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d’exprimer une opinion sur l’efficacité du contrôle interne ;

• il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

• il apprécie le caractère approprié de l’application par la direction de la convention comptable de continuité d’exploitation et, selon les éléments collectés, l’existence ou non d’une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l’association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s’appuie sur les éléments collectés jusqu’à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d’exploitation. S’il conclut à l’existence d’une incertitude significative, il attire l’attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

• il apprécie la présentation d’ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait au Tourne
Le 03 Juin 2020

P/ DEIXIS,
Jean-Luc Bey
Commissaire aux comptes
Membre de la compagnie de Bordeaux
# Bilan Actif

**COALITION INTERNATIONALE SIDA - CIS**

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th>BRUT</th>
<th>Amortissements</th>
<th>Net (N) 31/12/2019</th>
<th>Net (N-1) 31/12/2018</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td><strong>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Frais d'établissement</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Frais de recherche et développement</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Concession, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires</td>
<td>7 971</td>
<td>7 971</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Fonds commercial (1)</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Autres</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Immobilisations incorporelles en cours</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Avances et acomptes</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Terrains</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Constructions</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Installations techniques, matériel et outillage industriel</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Autres</td>
<td>61 610</td>
<td>39 639</td>
<td>21 971</td>
<td>27 346</td>
</tr>
<tr>
<td>Immobilisations grevées de droits</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Immobilisations corporelles en cours</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Avances et acomptes</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Participations</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Créances rattachées à des participations</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Titres immobilisés de l'activité de portefeuille</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Autres titres immobilisés</td>
<td>8 799</td>
<td>8 799</td>
<td>8 799</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Prêts</td>
<td>4 406 858</td>
<td>4 406 858</td>
<td>4 096 915</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Autres</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>TOTAL I ACTIF IMMOBILISE</strong></td>
<td>4 485 237</td>
<td>47 610</td>
<td>4 437 628</td>
<td>4 133 060</td>
</tr>
</tbody>
</table>

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th>BRUT</th>
<th>Amortissements</th>
<th>Net (N) 31/12/2019</th>
<th>Net (N-1) 31/12/2018</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td><strong>STOCKS ET EN-COURS</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>AVANCES ET ACOMPTES VERSES SUR COMMANDES</strong></td>
<td>4 301</td>
<td>4 301</td>
<td>4 301</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>CRÉANCES (3)</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Créances usagers et comptes rattachés</td>
<td>355 255</td>
<td>355 255</td>
<td>219 414</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Autres créances</td>
<td>7 891 547</td>
<td>7 891 547</td>
<td>3 092 404</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>VALEURS MOBILIERS DE PLACEMENT</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>INSTRUMENTS DE TRESORERIE</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>DISPONIBILITES</strong></td>
<td>182 419</td>
<td>182 419</td>
<td>165 797</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>CHARGES CONSTATEES D'AVANCE (3)</strong></td>
<td>129 798</td>
<td>129 798</td>
<td>23 549</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>TOTAL II ACTIF CIRCULANT</strong></td>
<td>8 563 320</td>
<td>8 563 320</td>
<td>3 505 465</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th>BRUT</th>
<th>Amortissements</th>
<th>Net (N) 31/12/2019</th>
<th>Net (N-1) 31/12/2018</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Frais d'émission d'emprunts (III)</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Primes de remboursement des emprunts (IV)</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Écarts de conversion actif (V)</td>
<td>112 518</td>
<td>112 518</td>
<td>36 479</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)</strong></td>
<td>13 161 076</td>
<td>47 610</td>
<td>13 113 466</td>
<td>7 675 005</td>
</tr>
</tbody>
</table>

(1) Dont droit au bail | (2) Dont à moins d'un an | (3) Dont à moins d'un an | 8 376 601 |

**ENGAGEMENTS RECUS**

- Legs nets à réaliser :
  - Acceptés par les organes statutairement compétents
  - Autorisés par l'organisme de tutelle
  - Dons en nature restant à vendre

Document soumis au contrôle du Commissaire aux comptes
## Bilan Passif

**COALITION INTERNATIONALE SIDA - CIS**

### Fonds Associatifs

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th>Net (N) 31/12/2019</th>
<th>Net (N-1) 31/12/2018</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Fonds propres</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Fonds associatif sans droit de reprise</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Ecarts de réévaluation sur des biens sans droit de reprise</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Réserves</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Report à nouveau sur gestion propre</td>
<td>331 933</td>
<td>309 605</td>
</tr>
<tr>
<td>Résultat de l'exercice (excédent ou déficit)</td>
<td>145 241</td>
<td>22 328</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Autres fonds associatifs</strong></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Fonds associatif avec droit de reprise</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- Apports</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- Résultats sous contrôle de tiers financeurs</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Ecarts de réévaluation sur des biens avec droit de reprise</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Subventions d'investissement sur biens non renouvelables par l'organisme</td>
<td>7 205</td>
<td>7 921</td>
</tr>
<tr>
<td>Provisions réglementées</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Droits des propriétaires (Commodat)</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>TOTAL I FONDS ASSOCIATIFS</strong></td>
<td>484 379</td>
<td>339 854</td>
</tr>
</tbody>
</table>

### Provisions pour Risques et Charges

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th>Net (N) 31/12/2019</th>
<th>Net (N-1) 31/12/2018</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Provisions pour risques</td>
<td>63 631</td>
<td>15 022</td>
</tr>
<tr>
<td>Provisions pour charges</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>TOTAL II PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</strong></td>
<td>63 631</td>
<td>15 022</td>
</tr>
</tbody>
</table>

### Fonds Dédies

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th>Net (N) 31/12/2019</th>
<th>Net (N-1) 31/12/2018</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Sur subventions de fonctionnement</td>
<td>19 042</td>
<td>63 236</td>
</tr>
<tr>
<td>Sur autres ressources</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>TOTAL III FONDS DÉDIES</strong></td>
<td>19 042</td>
<td>63 236</td>
</tr>
</tbody>
</table>

### Dettes (1)

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th>Net (N) 31/12/2019</th>
<th>Net (N-1) 31/12/2018</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Emprunts obligataires</td>
<td>258 294</td>
<td>267 019</td>
</tr>
<tr>
<td>Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)</td>
<td>258 294</td>
<td>267 019</td>
</tr>
<tr>
<td>Emprunts et dettes financières diverses (3)</td>
<td>1 097 669</td>
<td>1 378 219</td>
</tr>
<tr>
<td>Avances et acomptes reçus sur commandes en cours</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Dettes fournisseurs et comptes rattachés</td>
<td>834 499</td>
<td>621 929</td>
</tr>
<tr>
<td>Dettes fiscales et sociales</td>
<td>253 523</td>
<td>237 712</td>
</tr>
<tr>
<td>Dettes sur immobilisations et comptes rattachés</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Autres dettes</td>
<td>16 557</td>
<td>17 490</td>
</tr>
<tr>
<td>Instruments de trésorerie</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Produits constatés d'avance (1)</td>
<td>10 034 943</td>
<td>4 711 647</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>TOTAL IV DETTES</strong></td>
<td>12 495 484</td>
<td>7 234 016</td>
</tr>
</tbody>
</table>

### Ecart de conversion passif (V)

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th>Net (N) 31/12/2019</th>
<th>Net (N-1) 31/12/2018</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td>50 930</td>
<td>22 876</td>
</tr>
</tbody>
</table>

### Total Général (I + II + III + IV + V)

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th>Net (N) 31/12/2019</th>
<th>Net (N-1) 31/12/2018</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td>13 113 466</td>
<td>7 675 005</td>
</tr>
</tbody>
</table>

1. À plus d'un an | 258 294 | À moins d'un an | 12 237 114 |
2. Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque | 123 280 | 1 719 |
3. Dont emprunts participatifs |                |                      |

### Engagements Données

---

*Document soumis au contrôle du Commissaire aux comptes*
COMPTÉ DE RESULTAT
## Compte de Résultat en liste

**COALITION INTERNATIONALE SIDA - CIS**

### PRODUITS D'EXPLOITATION (1):
- Ventes de marchandises
- Production vendue [biens et services]

### MONTANT NET DU CHIFFRE D'AFFAIRES

Dont à l'exportation:
- Production stockée
- Production immobilisée
- Produits nets partiels sur opérations à long terme
- Subventions d'exploitation 3 726 475 3 162 373
- Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges 147 802 360 457
- Cotisations 13 100 12 000
- Autres produits 4 531 330 4 636 501

**TOTAL I PRODUITS D'EXPLOITATION**
8 418 707 8 171 330

### CHARGES D'EXPLOITATION (2):
- Achat de marchandises
  - Variation de stocks
- Achats de matières premières et autres approvisionnements
  - Variation de stocks
- Autres achats et charges externes 3 031 319 3 219 633
- Impôts, taxes et versements assimilés 143 927 141 781
- Salaires et traitements 1 244 527 1 297 648
- Charges sociales 510 948 567 671
- Dotations aux amortissements et aux provisions
  - Sur immobilisations : dotations aux amortissements 15 282 12 037
  - Sur immobilisations : dotations aux provisions
  - Sur actif circulant : dotations aux provisions
- Pour risques et charges : dotations aux provisions
- Subventions accordées par l'association
- Autres charges 3 299 224 2 973 400

**TOTAL II CHARGES D'EXPLOITATION**
8 245 227 8 212 170

### 1. RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)
173 480 (40 840)

### PRODUITS FINANCIERS:
- De participation (3)
- D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)
- Autres intérêts et produits assimilés (3)
- Reprises sur provisions et transferts de charges 13 511 693
- Différences positives de change 2 225 53 430
- Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement

**TOTAL III PRODUITS FINANCIERS**
15 735 54 204

### CHARGES FINANCIERES:
- Dotations aux amortissements et aux provisions 62 120 13 603
- Intérêts et charges assimilées (4)
- Différences négatives de change 15 157 7 517
- Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement

**TOTAL IV CHARGES FINANCIERES**
86 461 34 602

### 2. RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)
(70 726) 19 602
### Compte de Résultat en liste - suite

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th>31/12/2019</th>
<th>31/12/2018</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td><strong>3. Résultat Courant Avant Impôts (I - II + III - IV)</strong></td>
<td>102 754</td>
<td>(21 238)</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Produits Exceptionnels:</strong></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- Sur opérations de gestion</td>
<td>362</td>
<td>15 994</td>
</tr>
<tr>
<td>- Sur opérations en capital</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- Reprises provisions et transferts de charges</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total V Produits Exceptionnels</strong></td>
<td>362</td>
<td>15 994</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Charges Exceptionnelles:</strong></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- Sur opérations de gestion</td>
<td>2 070</td>
<td>1 387</td>
</tr>
<tr>
<td>- Sur opérations en capital</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- Dotations aux amortissements et aux provisions</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total VI Charges Exceptionnelles</strong></td>
<td>2 070</td>
<td>1 387</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>4. Résultat Exceptionnel (V - VI)</strong></td>
<td>(1 708)</td>
<td>1 4 607</td>
</tr>
<tr>
<td>Impôts sur les bénéfices (VII)</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs (VIII)</td>
<td>63 236</td>
<td>92 196</td>
</tr>
<tr>
<td>- Engagements à réaliser sur ressources affectées (IX)</td>
<td>19 042</td>
<td>63 236</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total des Produits (I + III + V + VIII)</strong></td>
<td>8 498 041</td>
<td>8 333 724</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total des Charges (II + IV + VI + VII + IX)</strong></td>
<td>8 352 799</td>
<td>8 311 396</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Excedent ou Déficit</strong></td>
<td>145 241</td>
<td>22 328</td>
</tr>
</tbody>
</table>

### Evaluation des Contributions Volontaires en Nature

<p>| | |</p>
<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th></th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td><strong>Produits</strong></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- Bénévole</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- Prestations en nature</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- Dons en nature</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total</strong></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Charges</strong></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- Secours en nature</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- Mise à disposition gratuite de biens et services</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- Personnel bénévole</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total</strong></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

Document soumis au contrôle du Commissaire aux comptes
Règles et Méthodes comptables

ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RÉSULTAT
(Règlement CRC 99-01 du 16 février 1999)


Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :
- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels, éditées par le plan comptable général 1999, ainsi que par le plan comptable de la vie associative et le règlement CRC n° 99-01 du 16 février 1999.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

I – Faits caractéristiques de l'exercice

1°) Montée en charges des activités

L'année 2019 aura été marquée par une augmentation du volume des activités d'animation et de soutien des réseaux, notamment avec la montée en puissances des activités de convention programme n°1, ainsi que le démarrage de la convention programme n°2 financées par l'Agence Française de Développement.

Cette année aura également été marquée par la hausse des subventions octroyées par NVF pour la conférence de Reconstitution du Fonds Mondial, qui se traduit par une augmentation du volume de frais de mission.

2°) Investissement dans la collecte de rue

Coalition Internationale Sida - (CIS) est engagée depuis 2009 dans un programme d'investissement en collecte de rue, en vue de dégager un volume de dons permettant le financement du développement de ses activités et la prévisibilité de ses recettes. En 2019, environ 1,1M€ ont été investis dans le développement de la base des donateurs réguliers pour la France. La charge de la collecte doit être constatée sur l'exercice en cours, il n'est ainsi pas possible de l'amortir en la répartissant sur plusieurs exercices.

Par ailleurs Coalition Internationale Sida - (CIS) est engagé dans le financement de programmes de collecte en Suisse et en Belgique via des prêts et avances de fonds octroyés à Coalition Internationale Sida - (CIS) Suisse et Coalition Internationale Sida - (CIS) Belgique.

Les dons issus de la collecte de rue représentent 26% des ressources en 2019.
3°) Événements postérieurs à la clôture

Il n’a pas été constaté d’événements postérieurs à la clôture qui auraient pu avoir un impact sur les comptes annuels arrêtés au 31/12/2019.
Les mesures de contraintes décidées par le Gouvernement dans le cadre de la lutte contre la crise sanitaire liée au Coronavirus emportent pour le tissu économique des conséquences, notamment financières, d’une ampleur inédite. À ce jour les conséquences qui en découlent sur la santé financière des structures sont difficilement prévisibles, compte tenu des incertitudes pesant sur la durée des mesures de restrictions en cours mais également des modalités et conditions de sortie de cette crise.
Compte tenu de la date de ces événements, sans lien direct prépondérant avec la situation à la clôture de l’arrêté des comptes au 31/12/2019, nous avons établi la situation comptable sur la base des informations disponibles à la date d’arrêté sans prendre en compte, dans la valorisation des actifs et passifs, les incidences potentielles liées à ces événements.

II – Principes, règles et méthodes comptables

1°) Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d’acquisition (prix d’achat et frais accessoires).
Depuis le 1er janvier 2005, l’application des règlements CRC 2004-06 et 2002-10 impose d’effectuer une approche par composants concernant notamment la valorisation des actifs immobiliers et de déterminer les durées d’amortissement de chaque composant en fonction de leur durée d’utilisation.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d’utilisation prévue :
- Logiciels : Linéaire sur 1 an,
- Matériel de bureau et informatique : Linéaire sur 3 ans,
- Mobilier : Linéaire sur 3 ans,
- Autres matériels Linéaire sur 3 ans.

(cf. Tableau des immobilisations et amortissements p.12 et 13)

2°) Immobilisations financières et autres titres immobilisés

Les immobilisations financières sont évaluées à leur coût d’acquisition (prix d’achat et hors frais accessoires).
Lorsque la valeur d’inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

3°) Stocks

Aucun stock n’est à comptabiliser au bilan.
4°) Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d’inventaire est inférieure à la valeur nominale.

(cf. Tableau des créances et dettes p.15)

Soldes en devises

Les dettes, créances en devises figurent au bilan pour leur contrevaloir au cours de fin d'exercice. La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en « écart de conversion ».

Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques, en totalité suivant les modalités réglementaires.

5°) Subventions et fonds dédiés

Conformément au règlement CRC n° 99-01 du 16 février 1999, et pour les subventions notifiées sur un exercice mais non consommées en totalité, la subvention est comptabilisée en produit sur l'exercice de notification et apparaît pour son montant total en classe 74. La partie non consommée fait l'objet d'une écriture de dotation en fonds dédiés qui traduit vis à vis du financement l'engagement à réaliser sur les ressources affectées. Concernant les conventions pluriannuelles, la partie rattachée à des exercices futurs reste comptabilisée en produits constatés d'avance.

6°) Apports reçus et versés (avec droit de reprise) dans le cadre des conventions conclues avec les adhérents

a) Conventions conclues avec les membres réguliers

Les apports reçus des membres sont relatifs à l’exercice et sont par conséquent comptabilisés dans les comptes de gestion par l’intermédiaire d’un produit de la classe 75.

Selon le même principe, les apports versés aux membres sont comptabilisés dans un compte de charge de la classe 65.

b) Financement des membres observateurs et partenaires

Les financements des partenaires, à caractère ponctuel, font l’objet de conventions d’apport avec droit de reprise comptabilisés dans un compte de charge de la classe 65.

III – Informations complémentaires

1°) Provisions

(cf. Tableau des provisions p.14)
2°) Etats des échéances des créances et dettes

(cf. Tableau des créances et dettes p.15)

3°) Produits à recevoir (PAR) et charges à payer

Au 31 décembre 2019, les produits à recevoir s’élèvent à 4 549€ et se répartissent ainsi :
- Indemnités journalières de sécurité sociale : 4 549€

Au 31 décembre 2019, les charges à payer s’élèvent à 227 359€ et se répartissent ainsi :
- Intérêts courus non échus (compte 1688) : 148 €
- Factures non parvenues (compte 4081) : 115 616 €
- Provisions pour Congés Payés (compte 4252) : 73 660 €
- Provisions pour charges sociales sur Congés payés (compte 4382) : 30 569€
- Provisions pour charges fiscales sur Congés payés (compte 4482) : 7 366 €

4°) Factures non parvenues (FNP)

Au 31 décembre 2019, elles se répartissent ainsi :

<table>
<thead>
<tr>
<th>Désignation</th>
<th>€</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>FOURNISSEURS</td>
<td>27 496</td>
</tr>
<tr>
<td>NOTES DE FRAIS</td>
<td>2 275</td>
</tr>
<tr>
<td>MEMBRES (refacturations)</td>
<td>41 085</td>
</tr>
<tr>
<td>COMMISSAIRE AUX COMPTES</td>
<td>44 760</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>TOTAL</strong></td>
<td><strong>115 616</strong></td>
</tr>
</tbody>
</table>

5°) Produits constatés d’avance (PCA)

Au 31 décembre 2019, ils se répartissent sur les lignes suivantes :

<table>
<thead>
<tr>
<th>Désignation</th>
<th>€</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>PCA Agence Française Développement</td>
<td>5 009 161</td>
</tr>
<tr>
<td>PCA Expertise France</td>
<td>589 750</td>
</tr>
<tr>
<td>PCA INSERM</td>
<td>254 311</td>
</tr>
<tr>
<td>PCA Institut Bertrand Bouisson</td>
<td>24 661</td>
</tr>
<tr>
<td>PCA Organisation Mondiale de la Santé (WHO) - UNITAID</td>
<td>2 632 297</td>
</tr>
<tr>
<td>PCA New Venture Function</td>
<td>8 865</td>
</tr>
<tr>
<td>PCA M’PACT</td>
<td>243 011</td>
</tr>
<tr>
<td>PCA AINGA AIDES</td>
<td>2 660</td>
</tr>
<tr>
<td>PCA APCS</td>
<td>8 680</td>
</tr>
<tr>
<td>PCA ENDA</td>
<td>15 315</td>
</tr>
<tr>
<td>PCA RCF</td>
<td>1 214 556</td>
</tr>
<tr>
<td>PCA KIMIRINA</td>
<td>31 676</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>TOTAL</strong></td>
<td><strong>10 034 943</strong></td>
</tr>
</tbody>
</table>
6°) Charges constatées d'avance (CCA)

Au 31 décembre 2019, elles se répartissent ainsi :

<table>
<thead>
<tr>
<th>Désignation</th>
<th>€</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>CCA AUTRES FRAIS DE MISSION</td>
<td>100 239</td>
</tr>
<tr>
<td>CCA FOURNISSEURS AGENCE DE VOYAGE</td>
<td>29 559</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>TOTAL</strong></td>
<td><strong>129 798</strong></td>
</tr>
</tbody>
</table>

7°) Suivi des fonds dédiés

<p>| Tableau de suivi des fonds dédiés sur subventions de fonctionnement affectées (en euros) |
|---------------------------------------------------------------|---------------------------------|</p>
<table>
<thead>
<tr>
<th>Nature du projet et caractéristiques</th>
<th>Montant initial</th>
<th>Fonds à engager au début de l'exercice (compte 194)</th>
<th>Report des subventions non utilisées des exercices antérieur (7894)</th>
<th>Engagements à réaliser sur nouvelles ressources affectées (compte 6894)</th>
<th>Fonds restant à engager en fin d'exercice (compte 194)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Soutien VIH/HIVida au Sénégal (ENIDA) – Mairie de Paris</td>
<td>4 595</td>
<td>4 595</td>
<td>4 595</td>
<td>4 595</td>
<td>4 595</td>
</tr>
<tr>
<td>Soutien VIH/HIVida en Equateur (Kimirina) – Mairie de Paris</td>
<td>15 000</td>
<td>15 000</td>
<td>15 000</td>
<td>15 000</td>
<td>15 000</td>
</tr>
<tr>
<td>Soutien VIH/HIVida en Algérie (APCS) – Mairie de Paris</td>
<td>20 000</td>
<td>20 000</td>
<td>20 000</td>
<td>20 000</td>
<td>20 000</td>
</tr>
<tr>
<td>Soutien VIH/HIVida à Madagascar (AINGA AIDES) – Mairie de Paris</td>
<td>19 600</td>
<td>19 600</td>
<td>19 600</td>
<td>19 600</td>
<td>19 600</td>
</tr>
<tr>
<td>Soutien VIH/HIVida (AGCS) – AIDES</td>
<td>4 042</td>
<td>4 042</td>
<td>4 042</td>
<td>4 042</td>
<td>4 042</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>TOTAL</strong></td>
<td><strong>63 237</strong></td>
<td><strong>63 237</strong></td>
<td><strong>19 042</strong></td>
<td><strong>19 042</strong></td>
<td><strong>19 042</strong></td>
</tr>
</tbody>
</table>

8°) Effectif de l’association

*(cf. Tableau des effectifs p.16)*

9°) Autres informations

- Le montant des honoraires du Commissaire aux Comptes relatifs à la certification annuelle des comptes 2019 s'élève à 60 503€.
- Au 31/12/2019, les transferts de charges s'élèvent à 147 802 €. Les principaux produits relatifs aux transferts de charges concernent :
  - Transferts de charges d'exploitation : 142 372 €
  - Indemnités Journalières de la Sécurité Sociales : 5 430 €
- Rémunération des dirigeants : l'article 20 de la loi 2006-506 du 26 mai 2006 relatif au volontariat associatif et à l'engagement éducatif prévoit une meilleure transparence et une plus grande précision dans l'affichage des rémunérations des dirigeants. L'article 20 stipule que les associations dont le budget annuel est supérieur à 150.000 euros et recevant plus de 50.000 euros de subvention de l'État ou d'une collectivité territoriale doivent publier chaque année les rémunérations des trois plus haut cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que les avantages en nature.
Les dirigeants au sens juridique du terme, c'est-à-dire les administrateurs, sont bénévoles et ne perçoivent, le cas échéant que des remboursements de frais justifiés. La divulgation de la rémunération des trois plus hauts cadres « dirigeants » salariés, reviendrait à donner une rémunération individuelle et, à ce titre, cette information ne sera pas présentée en annexe.

**IV – Engagements hors bilan**

1°) Engagements donnés

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés en fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et de l'hypothèse d'actualisation des versements prévisibles.

Le montant des engagements de retraite représente 38 817 € au 31/12/2019.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :
- taux d'actualisation : 1,3%
- taux de revalorisation : 1%
- Âge de départ à la retraite : 62 ans

2°) Engagements reçus

Coalition Internationale Sida a obtenu en 2013 auprès du Crédit Coopératif un emprunt de 850 000 € pour financer les opérations de collecte de rue en France menées par le prestataire ONG Conseil. La structure financière actuelle de Coalition Internationale Sida (CIS) étant insuffisante, cet emprunt a été conditionné par une garantie hypothécaire que AIDES a consenti au profit du Crédit Coopératif.

**V – Tableau de mouvement des fonds associatifs**

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th>31/12/2018</th>
<th>+</th>
<th>-</th>
<th>31/12/2019</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Fonds propres</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Fonds associatifs sans droit de reprise</td>
<td>0</td>
<td></td>
<td></td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Report à nouveau</td>
<td>309 605</td>
<td>22 328</td>
<td></td>
<td>331 933</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>0</td>
<td></td>
<td></td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Résultat de l'exercice</td>
<td>22 328</td>
<td>145 241</td>
<td>22 328</td>
<td>145 241</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>0</td>
<td></td>
<td></td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Autres fonds associatifs</td>
<td>0</td>
<td></td>
<td></td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Report à nouveau sous contrôle tiers financeurs</td>
<td>0</td>
<td></td>
<td></td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Apports de fusion</td>
<td>0</td>
<td></td>
<td></td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Subventions d'investissement nettes</td>
<td>7 921</td>
<td>4 586</td>
<td>5 302</td>
<td>7 205</td>
</tr>
</tbody>
</table>

**Total mouvements des fonds associatifs** | 339 854 | 172 155 | 27 630 | 484 379 |

VI – Compte d'emploi des ressources d'exploitation

Ce document présente l'origine et l'affectation des ressources de Coalition Internationale Sida - (CIS) dont les données sont issues du croisement du compte de résultat général et du compte d'emploi analytique de l'association.

Par conséquent, il permet une lecture du compte de résultat selon la destination des ressources par activité.

<table>
<thead>
<tr>
<th>ACTIVITÉS</th>
<th>EMPLOIS (en K€)</th>
<th>% Variation</th>
<th>TOTAL EMPLOIS</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>NIE ASSOCIATIVE</td>
<td>4 243</td>
<td>15%</td>
<td>5 149</td>
</tr>
<tr>
<td>COLLECTE</td>
<td>1 029</td>
<td>153%</td>
<td>1 241</td>
</tr>
<tr>
<td>COMMUNICATION</td>
<td>248</td>
<td>27%</td>
<td>215</td>
</tr>
<tr>
<td>CAPITALISATION</td>
<td>30</td>
<td>14%</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>PLACEMENT</td>
<td>196</td>
<td>8%</td>
<td>2 357</td>
</tr>
<tr>
<td>RECHERCHE</td>
<td>537</td>
<td>3%</td>
<td>490</td>
</tr>
<tr>
<td>PARTENARIAT</td>
<td>1 136</td>
<td>6%</td>
<td>2 229</td>
</tr>
<tr>
<td>ANIMATION ET BILLET AUX RESEAUX</td>
<td>2 988</td>
<td>4%</td>
<td>2 229</td>
</tr>
</tbody>
</table>

<table>
<thead>
<tr>
<th>RESSOURCES (en K€)</th>
<th>Produits 2019</th>
<th>% Variation</th>
<th>TOTAL Ressources</th>
<th>Produits 2019</th>
<th>% Variation</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>COLLECTE</td>
<td>2 267</td>
<td>15%</td>
<td>2 760</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>DONNÉES DU PROGRAMME FRANÇAIS</td>
<td>1 514</td>
<td>25%</td>
<td>1 923</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>DONNÉES DU GROUPE SIDA GENÈVE</td>
<td>279</td>
<td>3%</td>
<td>248</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>DONNÉES DE LA FONDATION QUÉBECOISE</td>
<td>0</td>
<td>0%</td>
<td>28</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

| FONCTIONNEMENTS    | 2 907          | 156%        | 5 751        |
| TOTAL EMPLOIS      | 8 924          | 14%         | 11 914       |

VII – Compte d’emploi annuel des ressources collectées auprès du public

En vertu des articles 3 et 4 de la loi n° 91-772 du 7 août 1991, les organismes qui font appel à la générosité du public dans le cadre national avec de grands moyens de communication ou sur la voie publique sont tenus d’établir un Compte d’Emploi des Ressources Collectées auprès du Public.


Pour l’exercice clos 2019, le compte d’emploi annuel des ressources a été établi conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

En 2019, le compte d’emploi des ressources collectées auprès du public se décompose de la manière suivante :
<table>
<thead>
<tr>
<th>EMPLOIS (en euros)</th>
<th>RÉSOURCES (en euros)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>réalisés 2019 - comptes de résultat (1)</td>
<td>réalisés 2019 - comptes de résultat (2)</td>
</tr>
<tr>
<td>1. missions sociales</td>
<td>1. ressources collectées auprès du public</td>
</tr>
<tr>
<td>1.1 Résultats en France</td>
<td>2. Donations et legs collectés</td>
</tr>
<tr>
<td>1.2 Actions réalisées directement</td>
<td>2.224 190</td>
</tr>
<tr>
<td>VIE ASSOCIATIVE</td>
<td>2.224 190</td>
</tr>
<tr>
<td>COMMUNICATION</td>
<td>2.224 190</td>
</tr>
<tr>
<td>PARTENARIAT</td>
<td>2.224 190</td>
</tr>
<tr>
<td>PLAIDOYER</td>
<td>2.224 190</td>
</tr>
<tr>
<td>RECHERCHE</td>
<td>2.224 190</td>
</tr>
<tr>
<td>RESEAUX</td>
<td>2.224 190</td>
</tr>
<tr>
<td>CAPITAISATION</td>
<td>2.224 190</td>
</tr>
<tr>
<td>* Virement à d'autres organismes agissant en France</td>
<td>2. Autres fonds privés</td>
</tr>
<tr>
<td>AIDES</td>
<td>3 645 080</td>
</tr>
<tr>
<td>réalisés 2019 - comptes de résultat (3)</td>
<td>réalisés 2019 - comptes de résultat (4)</td>
</tr>
<tr>
<td>3. Subventions et autres concours publics</td>
<td>2.645 082</td>
</tr>
<tr>
<td>4. Autres produits</td>
<td>133 749</td>
</tr>
<tr>
<td>1.2 Résultats à l'étranger</td>
<td>2. Produits et subventions collectés auprès du public</td>
</tr>
<tr>
<td>VIE ASSOCIATIVE</td>
<td>2.224 190</td>
</tr>
<tr>
<td>COMMUNICATION</td>
<td>2.224 190</td>
</tr>
<tr>
<td>PARTENARIAT</td>
<td>2.224 190</td>
</tr>
<tr>
<td>PLAIDOYER</td>
<td>2.224 190</td>
</tr>
<tr>
<td>RECHERCHE</td>
<td>2.224 190</td>
</tr>
<tr>
<td>RESEAUX</td>
<td>2.224 190</td>
</tr>
<tr>
<td>CAPITAISATION</td>
<td>2.224 190</td>
</tr>
<tr>
<td>AUTRES</td>
<td>2.224 190</td>
</tr>
<tr>
<td>2. Frais de recherche de fonds</td>
<td>1. Total des ressources de l'exercice inscrites au compte de résultat</td>
</tr>
<tr>
<td>2.1 Frais d'appel à la générosité du public</td>
<td>8 263 611</td>
</tr>
<tr>
<td>2.2 Frais de recherche des autres fonds privés</td>
<td>2 224 190</td>
</tr>
<tr>
<td>2.3 Charges liées à la recherche de subventions</td>
<td>2 224 190</td>
</tr>
<tr>
<td>3. Frais de fonctionnement</td>
<td>2 224 190</td>
</tr>
<tr>
<td>1 025 001</td>
<td>8 263 611</td>
</tr>
<tr>
<td>512 931</td>
<td>2 224 190</td>
</tr>
<tr>
<td>I - Total des ressources de l'exercice inscrites au compte de résultat</td>
<td>2 224 190</td>
</tr>
<tr>
<td>II - Total des ressources collectées auprès du public</td>
<td>2 224 190</td>
</tr>
<tr>
<td>III - Reprises des provisions</td>
<td>2 224 190</td>
</tr>
<tr>
<td>IV - Virement fonds dédiés collectés auprès du public</td>
<td>2 224 190</td>
</tr>
<tr>
<td>V - Total emplois financés par ressources collectées auprès du public</td>
<td>2 224 190</td>
</tr>
<tr>
<td>VI - Total emplois financés par ressources collectées auprès du public</td>
<td>2 224 190</td>
</tr>
<tr>
<td>VII - Total emplois financés par ressources collectées auprès du public</td>
<td>2 224 190</td>
</tr>
</tbody>
</table>

EVALUATION CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

<table>
<thead>
<tr>
<th>Activités sociales</th>
<th>Total</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Frais de recherche de fonds</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Frais de fonctionnement et autres charges</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Total</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

Le compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public est établi en adéquation avec les rubriques correspondantes du compte de résultat pour donner une information globale de l'ensemble des ressources et des emplois, d'une part, et l'affectation par emploi des seules ressources collectées auprès du public, d'autre part.
1°) Présentation des ressources collectées auprès du public

Les ressources présentées dans le Compte d’emploi des ressources collectées auprès du public regroupent les comptes comptables suivants (K€) :

<table>
<thead>
<tr>
<th>Compte comptable</th>
<th>Libellé</th>
<th>2018</th>
<th>2019</th>
<th>variation (€)</th>
<th>variation (%)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>754300000</td>
<td>Dons virements permanents</td>
<td>1 861</td>
<td>1 954</td>
<td>93</td>
<td>5%</td>
</tr>
<tr>
<td>754500001</td>
<td>Collecte de fonds (Suisse)</td>
<td>248</td>
<td>270</td>
<td>22</td>
<td>9%</td>
</tr>
<tr>
<td>754500002</td>
<td>Collecte de fonds (Québec)</td>
<td>26</td>
<td>-26</td>
<td>-26</td>
<td>-100%</td>
</tr>
<tr>
<td>Total ressources collectées auprès du public</td>
<td>2 135</td>
<td>2 224</td>
<td>89</td>
<td></td>
<td>4%</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Les produits des autres collectes de fonds sont constitués desversements dans le cadre des partenariats conclus avec le Groupe Sida Genève relatifs à la conduite d’opérations de collecte de rue à Genève.

2°) Présentation des emplois

Les emplois sont composés de lignes budgétaires d’activité qui correspondent à la comptabilité analytique de Coalition Internationale Sida - (CIS), le plan analytique reflétant quant à lui les axes stratégiques votés par son Conseil d’Administration.
La comptabilité analytique est donc un outil de gestion et d’aide à la décision politique de Coalition Internationale Sida - (CIS).
Elle permet la construction de son budget annuel à travers la mise en œuvre des activités menées par le Secrétariat permanent (plaidoyer, recherche communautaire, appui technique, communication, collecte de fonds et vie associative) et le financement des activités des associations adhérentes de Coalition Internationale Sida - (CIS) selon leur statut (membres ou partenaires) au regard des textes qui régissent les conditions d’adhésion et l’organisation de la vie associative de Coalition Internationale Sida - (CIS).

a) Les activités de Coalition Internationale Sida - (CIS) et ses adhérents

- Promouvoir la démarche communautaire qui a pour but d’impliquer les personnes infectées, affectées ou vulnérables à l’infection à VIH/sida, tout à la fois dans l’expression de leurs problèmes de santé, la définition de leurs besoins, leurs priorités, mais aussi dans la prise de décision, ainsi que la réalisation et l’évaluation des actions de santé visant la lutte contre le VIH/sida dans le cadre d’une approche globale et un objectif de transformation sociale ;
- Soutenir techniquement et matériellement ses membres et ses partenaires afin qu’ils soient en mesure de réaliser leurs missions dans les meilleures conditions, dans le respect des réglementations en vigueur dans leurs pays respectifs ;
- Mener des actions de solidarité internationales, notamment en aidant au développement des organisations non gouvernementales de lutte contre le VIH/sida basées sur la démarche communautaire ;
- Défendre les intérêts matériels et moraux de Coalition Internationale Sida - (CIS), d’assurer sa représentation et son intervention auprès des instances internationales.
Promotrice de la démarche communautaire dans la lutte contre le VIH/sida, Coalition Internationale Sida - (CIS) a donc vocation à s'élargir à de nouvelles associations partageant ses valeurs et sa démarche. Ces dernières auront la possibilité, sous réserve du respect d'un certain nombre de critères énoncés dans la charte de Coalition Internationale Sida - (CIS), de devenir membres et de bénéficier ainsi d'un soutien matériel et financier ainsi que d'une voix délibérative.

En outre, Coalition Internationale Sida - (CIS) a également vocation à soutenir techniquement et matériellement des associations désireuses de devenir membres mais ne remplissant pas la totalité des critères du label. Elles auront alors le statut de partenaires c'est-à-dire bénéficiant de l'appui technique et matériel et d'une voix consultative au sein de la coalition.

b) Modalités de répartition du financement des emplois

Les ressources de Coalition Internationale Sida - (CIS) sont composées :
- des apports annuels par les membres (27% en 2019), principalement l'association AIDES, membre fondateur, qui a pris un engagement politique en mobilisant un apport financier annuel à Coalition Internationale Sida - (CIS) ;
- de la collecte de fonds (26% en 2019);
- de subventions publiques et privées (43% en 2019) ;
- des autres produits et transferts de charges (3% en 2019)

c) L'affectation des ressources au financement des emplois

Les emplois sont présentés en 3 axes principaux :
- Les missions sociales,
- Les frais de collecte
- Les frais de fonctionnement

Les montants de charges affectés aux trois axes sont obtenus à partir de la comptabilité analytique intégrée au système comptable, qui permet d'identifier les charges affectées aux différentes actions menées par l'association et donc au final d'identifier par les charges par destination (missions sociales, en France et à l'étranger, frais de collecte et frais de fonctionnement).

Les produits directs obtenus des financements (subventions publiques ou privées) sont affectés aux différents projets.

En ce qui concerne les ressources issues de la générosité du public à affecter sur les trois axes, l'association utilisera la méthode suivante :
- 50% des frais de collecte sont financés par les ressources issues de la générosité du public.
- L'apport versé à Aides de 100 K€ est totalement financé par la générosité du public (cf missions sociales réalisées en France).
- Le solde restant des ressources collectées auprès du public sont affectés aux missions sociales réalisées à l'étranger au prorata du poids pondéré des dépenses effectuées par mission sociale sur le total des dépenses effectuées à l'étranger.

Le solde restant à financer sur les actions, donc après affectation des produits directs et des ressources collectées auprès du public est alors financer par l'apport annuel de l'Association Aides.
• Les missions sociales

En 2019, les charges affectées aux missions sociales représentent 75% (6.146 K€). Nous constatons cependant que les missions sociales ont été financé par la générosité liée au public à hauteur de 1711 K€ (soit 27.8% du montant total des missions sociales). La quote part des ressources liées à la générosité liée au public qui finance les missions sociales s’élève à 76,9 % du total des ressources liées à la générosité du public.

• Les frais de recherche de fonds

Ces frais comprennent majoritairement :
- les honoraires de sociétés spécialisées dans la gestion de donateurs,
- les honoraires de prestations de société spécialisées dans la collecte dans la rue,
- le coût des salariés du service,

Les frais de recherche des fonds représentent 12,5 % du total des emplois.

Les frais de collecte sont financés à hauteur de 50 % par les ressources liées à la générosité liée au public, ce qui représente un montant de 513 K€ pour 2019 (soit 23 % du total des ressources liées à la générosité du public).

• Les frais de fonctionnement

On y retrouve dans ce poste :
- Les fonctions supports : la direction, les services financiers (comptabilité, contrôle de gestion), le commissariat aux Comptes, la paye, le secrétariat, la gestion des ressources humaines, les services généraux, etc...
- Les différents coûts liés au fonctionnement du siège social (assurances, loyers et charges locatives, entretien / maintenance, photocopies, affranchissements / téléphone, courrier, fournitures, services bancaires et frais financiers, etc...),
- La vie associative (Conseil d'Administration, Bureau, Présidence etc...)

Il convient de préciser qu’aucun frais de fonctionnement n’est financé par les ressources liées à la générosité du public.
En effet, les frais de fonctionnement sont essentiellement financé par l’apport annuel de Aides ainsi que par les subventions publiques et privées conformément aux conventions.

• Le solde des ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées en fin d’exercice

L’ensemble des ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées en fin d’exercice sont soldés.
En effet et par construction budgétaire, toutes les ressources collectées auprès du public sont utilisés sur l’exercice de collecte.

• Les contributions volontaires en nature

Conformément à la réglementation, l’association a décidé de ne pas comptabiliser les contributions volontaires en natures compte tenu de l’impossibilité de la valoriser à ce jour.
## Immobilisations

<table>
<thead>
<tr>
<th>RUBRIQUES</th>
<th>Valeur brute début d'exercice</th>
<th>Augmentations par réévaluation</th>
<th>Acquisitions, apports, création, virements</th>
<th>Diminutions par virement</th>
<th>Diminutions par cessions, mises hors service</th>
<th>Valeur brute fin d'exercice</th>
<th>Réévaluations légales</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Frais d'établissement, de recherche et d’étpt</td>
<td>7 971</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>7 971</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Concession, brevets, logiciels &amp; droits similaires</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Autres immobilisations incorporelles</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</td>
<td>7 971</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>7 971</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Terrains</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Constructions sur sol propre</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Constructions sur sol d'autrui</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Installations techniques et outillage industriel</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Installations générales, agencements et divers</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Matériel de transport</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Matériel de bureau, informatique et mobilier</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Immobilisations corporelles en cours</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Avances et acomptes</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Participations évaluées par mise en équivalence</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Autres participations</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Autres titres immobilisés</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Prêts et autres immobilisations financières</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Total général</td>
<td>4 166 633</td>
<td>1 324 507</td>
<td>1 005 904</td>
<td>4 485 236</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>
## Amortissements

<table>
<thead>
<tr>
<th>IMMOLUMISATIONS AMORTISSABLES</th>
<th>Montant début d'exercice</th>
<th>Augmentation dotations</th>
<th>Diminutions reprises</th>
<th>Montant fin d'exercice</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td><strong>IMMOLUMISATIONS INCORPORELLES</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Frais d'établissement, de recherche et dept</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Concession, brevets, logiciels &amp; droits similaires</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Autres immobilisations incorporelles</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>IMMOLUMISATIONS CORPORELLES</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Terrains</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Constructions sur sol propre</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Constructions sur sol d'autrui</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Installations techniques et outillage industriel</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Installations générales, agencements et divers</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Matériel de transport</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Matériel de bureau, informatique et mobilier</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Immobilisations corporelles en cours</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Avances et acomptes</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total</strong></td>
<td>33 573</td>
<td>15 282</td>
<td>1 246</td>
<td>47 609</td>
</tr>
</tbody>
</table>

## VENTILATIONS DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE

<table>
<thead>
<tr>
<th>IMMOLUMISATIONS AMORTISSABLES</th>
<th>Amort. linéaires</th>
<th>Amort. dégressifs</th>
<th>Amort. exceptionnels</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td><strong>IMMOLUMISATIONS INCORPORELLES</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Frais d'établissement, de recherche et développement</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Concession, brevets, logiciels &amp; droits similaires</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Autres immobilisations incorporelles</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>IMMOLUMISATIONS CORPORELLES</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Terrains</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Constructions sur sol propre</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Constructions sur sol d'autrui</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Installations techniques et outillage industriel</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Installations générales, agencements et divers</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Matériel de transport</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Matériel de bureau, informatique et mobilier</td>
<td>15 282</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Immobilisations corporelles en cours</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total général</strong></td>
<td>15 282</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>
# Provisions inscrites au Bilan

<table>
<thead>
<tr>
<th>RUBRIQUES</th>
<th>Montants début exercice</th>
<th>Augmentations doteions</th>
<th>Diminutions, reprises</th>
<th>Montants fin exercice</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Provisions pour investissement</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Provisions pour hausse des prix</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Provisions pour fluctuation des cours</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Amortissements dérogatoires</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Provisions pour prêts d'installation</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Autres provisions réglementées</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>PROVISIONS REGLEMENTEES (I)</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Provisions pour litiges</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Prov. Pour garant, Données aux clients</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Provisions pour amendes et pénalités</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Provisions pour perte de change</td>
<td>13 603</td>
<td>62 120</td>
<td>13 511</td>
<td>62 212</td>
</tr>
<tr>
<td>Prov. pour pensions et obligations simil.</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Provisions pour impôts</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Prov. pour renouvellement des immo.</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Prov. pour grosses réparations</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Prov. pour ch. soc. et fisc. sur CP</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Autres provisions pour risques et charges</td>
<td>1 419</td>
<td></td>
<td></td>
<td>1 419</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>PROV. POUR RISQUES ET CHARGES (II)</strong></td>
<td>15 022</td>
<td>62 120</td>
<td>13 511</td>
<td>63 631</td>
</tr>
<tr>
<td>Prov. sur immobilisations incorporelles</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Prov. sur immobilisations corporelles</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Prov. sur immo. titres de participation</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Prov. sur autres immo. Financières</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Prov. sur stocks et en-cours</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Prov. sur comptes clients</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Autres provisions pour dépréciation</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>PROVISIONS POUR DEPRECIATIONS (III)</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total général (I+II+III)</strong></td>
<td>15 022</td>
<td>62 120</td>
<td>13 511</td>
<td>63 631</td>
</tr>
</tbody>
</table>
État des échéances des créances et dettes

### État des Créances

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th>Montants bruts</th>
<th>A 1 an au plus</th>
<th>A plus d’1 an</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>DE L’ACTIF IMMOBILISÉ</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Crédit rattachées à des participations</td>
<td>4 140 327</td>
<td>1 000 726</td>
<td>3 139 601</td>
</tr>
<tr>
<td>Prêts Coalition PLUS Suisse et Belgique</td>
<td>193 757</td>
<td>96 879</td>
<td>96 879</td>
</tr>
<tr>
<td>Prêts Groupe Sida Genève</td>
<td>72 774</td>
<td>184 02</td>
<td>54 372</td>
</tr>
<tr>
<td>Autres immobilisations financières</td>
<td>4 406 850</td>
<td>1 110 066</td>
<td>3 290 852</td>
</tr>
<tr>
<td>DE L’ACTIF CIRCULANT</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Clients douteux ou illégués</td>
<td>4 301</td>
<td>4 301</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Fournisseurs avances et acomptes</td>
<td>355 255</td>
<td>355 255</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Fournisseurs membres</td>
<td>3 669</td>
<td>3 669</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Crédits représentatifs de titres prédélégués</td>
<td>192 558</td>
<td>192 558</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Personnel et salaires rattachés</td>
<td>8 251 103</td>
<td>5 631 398</td>
<td>2 619 704</td>
</tr>
<tr>
<td>Sécurité sociale et autres organismes sociaux</td>
<td>129 798</td>
<td>129 798</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Etat - Autres impôts, taxes et versements assimilés</td>
<td>12 787 759</td>
<td>6 877 203</td>
<td>5 910 556</td>
</tr>
</tbody>
</table>

### Charges constatées d’avance

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th>Montants bruts</th>
<th>A 1 an au plus</th>
<th>A plus d’1 an</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Emprunts obligataires et convertibles</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Autres emprunts obligataires</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Auprès des établissements de crédit</td>
<td>258 294</td>
<td>258 294</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>– à 1 an maximum à l’origine</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>– à plus d’1 an à l’origine</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Emprunts et dettes financières divers</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Fournisseurs et comptes rattachés</td>
<td>718 883</td>
<td>718 883</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>FNPI Fautures non perçues</td>
<td>115 616</td>
<td>115 616</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Personnel et comptes rattachés</td>
<td>109 025</td>
<td>109 025</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Sécurité sociale et autres organismes sociaux</td>
<td>514</td>
<td>514</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Taxes sur la valeur ajoutée</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Obligations cautionnées</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Autres impôts, taxes et assimilés</td>
<td>143 983</td>
<td>143 983</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Dettes sur immo. et comptes rattachés</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Groupe et associés</td>
<td>110 299</td>
<td>110 299</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Autres dettes</td>
<td>55 857</td>
<td>55 857</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Dette représentat. de titres empruntés</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Produits constatés d’avance</td>
<td>10 034 943</td>
<td>4 070 685</td>
<td>5 964 258</td>
</tr>
<tr>
<td>Total général</td>
<td>12 546 414</td>
<td>6 582 156</td>
<td>5 964 258</td>
</tr>
</tbody>
</table>
Effectifs

(Décret 83-1020 du 29/11/1983 – Article 24-22)

<table>
<thead>
<tr>
<th>EFFECTIFS</th>
<th>Personnel salarié</th>
<th>Personnel mis à disposition de l'association</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Cadres dirigeants</td>
<td>6</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Cadres</td>
<td>17</td>
<td>4</td>
</tr>
<tr>
<td>Agents de maîtrise et techniciens</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Employés</td>
<td>2</td>
<td>2</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>TOTAL</strong></td>
<td><strong>25</strong></td>
<td><strong>6</strong></td>
</tr>
</tbody>
</table>

Commentaire :

Il s’agit de l’effectif en nombre de personnes au 31/12/2019.

L’effectif en équivalent temps plein est composé de 24,9 personnes (1 personne est à 0,9 ETP).

L’association ARCAD-Sida (Mali) met à disposition à 100% de son temps de travail un chargé de plaidoyer à temps complet basé à Bamako.

L’association ALCS (Maroc) met à disposition à temps complet une chargée de plaidoyer de Coalition Internationale Sida - (CIS) basée à Casablanca.

L’association ANSS (Burundi) met à disposition à temps complet une chargée de plaidoyer de Coalition Internationale Sida - (CIS) basée à Bujumbura.

L’association PILS (Île Maurice) met à disposition à temps complet un chargé de plaidoyer de Coalition Internationale Sida - (CIS) basé à Port-Louis.

L’association AIDES (France) met à disposition à temps complet un chargé de plaidoyer de Coalition Internationale Sida - (CIS) basé en France.

L’association GAT (Portugal) met à disposition à temps complet un chargé de mission logistique de Coalition Internationale Sida - (CIS) basé au Portugal.